



L'Europe des Projets Architecturaux et Urbains

Groupement d'Intérêt Public

# POPSU Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines

**Référentiel : « il n'est jamais trop tard » : le temps de l'action communautaire.**

Thème : Gouvernance

Bordeaux. Décembre 2006

Claude SORBETS, SPIRIT, IEP de Bordeaux



profession architecture, ville et environnement

# PAVE

école nationale supérieure  
architecture paysage  
bordeaux aquitaine france

Avec le soutien de :



## REFERENTIEL : « IL N'EST JAMAIS TROP TARD » : LE TEMPS DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE

Claude SORBETS, SPIRIT IEP Bordeaux

Dans les précédents rapports j'ai traité de l'hypothétique « résilience communautaire »<sup>1</sup> puis de la « territorialisation de la gestion publique »<sup>2</sup> reliant « proximité et changement localisé ». Le propos de la présente réflexion est relatif à la dimension temporelle dans l'action publique de la Communauté urbaine de Bordeaux. Il s'agit en effet de replacer les états des choses phénoménaux dans les contextes d'ensemble et particuliers de leur prise en compte effective par les dispositifs d'action publique locaux.

La question que l'on doit se poser est celle de la forme d'expérience que l'on peut avoir de la Communauté urbaine de Bordeaux dans la durée et dans le moment actuel : une expérience et un savoir qui sont ceux, d'une part des acteurs et d'autre part des observateurs – chercheurs.

Les leçons de l'expérience tirées par les uns et par les autres et partagées au sein du dispositif POPSU et leur expression sont un enjeu central et stratégique au regard des possibilités modificatrices des façons de faire de « l'instrument » communautaire.

L'instrument communautaire est en fait une machine complexe : le lieu de condensation de capacités d'information et d'action, le siège de composition de réflexions, de négociations, de coordinations d'actions.

Ce dispositif d'action publique a été vu à l'origine prendre la forme acceptable par le leadership chabaniste. Il est à expliciter aujourd'hui dans un nouveau contexte institutionnel (la décentralisation)<sup>3</sup> et politique (une nouvelle génération de leaders politiques). La possibilité de connaître une *metanoïa* communautaire ou, dans un autre registre plus rationaliste, une adaptabilité thérapeutique peut se problématiser entre deux Moments, celui de la genèse et celui de l'anamnèse, celui des principes à l'oeuvre et celui de l'enquête sur les catégories actives.

MOMENT DE LA GENESE : PETITION ET REPETITION DES PRINCIPES

**Entre les deux logiques et modèles d'action communautaire** - gestionnaires / missionnaires - existant depuis l'origine, ce sont ceux de gestion qui ont été prépondérants, ceci pour des raisons diverses.

En premier lieu le poids des jeux politiques qui conduit à une cogestion rampante et à des jeux clientélistes dont le principe est la neutralisation des gains politiques (des jeux particuliers à somme nulle).

Un principe qui est conforme à la règle régissant, selon J Lagroye<sup>4</sup>, le « système Chaban » : chacun est maître chez soi et doit conserver ses positions acquises.

En deuxième lieu, il y a eu la mise en place de Services communautaires à dominante communale - et à dominante administrative par sa culture professionnelle - placés sous la direction d'un secrétaire général « bordelais » habitué à « faire à la place » du maire (au point de se voir stigmatisé par les ingénieurs communautaires comme « le maire du Palais »).

Enfin, par le défaut ou le déficit de pression suffisante provenant de la société locale : les industriels modernisateurs se contenteront de ce qu'ils tireront par l'action missionnaire

---

<sup>1</sup> C. Sorbets, « *Changement localisé et résilience communautaire : les questions que l'on peut se poser* », 2005

<sup>2</sup> C. Sorbets, « *La territorialisation de la gestion publique : proximité et changement localisé* », 2006

<sup>3</sup> P. Duran, J.-C. Thoenig, « L'Etat et la gestion publique territoriale », *RFSP*, 46, août 1996

<sup>4</sup> J. Lagroye, *Politique et société, Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pedone, 1973

conçue au sein du CEBSO – Comité d'expansion. Les commerçants de centre-ville subiront l'expansion des grandes surfaces de la périphérie en se contentant de la réalisation de parcs de stationnement à proximité (voir ceux à Bordeaux de Mériadeck, de la Victoire, de Gambetta, de la République, ou ceux mis en place à Pessac ou à Mérignac).

Les habitants « ordinaires », pour leur part, s'adresseront, pour leurs demandes localisées, à leurs maires, ceux-ci pouvant imputer les actions qui déplaisent, ou les inactions, à l'instance communautaire, à son « bureaucratisme » (ce que j'ai eu appelé « l'écran de projection » ou « écran de protection communautaire »).

En tout état de cause, le premier moteur communautaire, originairement, a été constitué par les services territoriaux étatiques – en premier la DDE - et par les sociétés d'économie mixte – les SEM d'aménagement urbain, dont celles sous contrôle de la SCET-Caisse des dépôts, les deux parties ayant la nécessité d'un accompagnement partenarial pour réaliser leurs propres projets d'équipements.

**Cette logique de fonctionnement s'est traduite par des temps longs pour les réalisations communautaires :** l'opération Mériadeck mettra plus d'un quart de siècle pour arriver à un état – transitoire - d'aboutissement, un état compromissaire s'il en est, puisque non seulement les immeubles d'habitation n'auront plus trouvé qu'une portion congrue d'espaces à occuper mais encore que le grand site directionnel évoqué se sera défait au fil des ans avec la défection des « privés » et avec l'installation d'une partie des directions de services extérieurs de l'Etat dans les tours de la Cité administrative. On ne parlera plus, non plus, de la liaison Opération Mériadeck – Opération du Lac, des opérations qui, de structurantes deviendront adjacentes voire concurrentes.

Dans le domaine du développement urbain la logique sera celle de traitements incrémentaux de surface permettant des opérations de lotissements communaux un peu partout. Sans les étayages en équipements primaires mis à niveau : de là, les inondations de l'été 77, et le plan de rattrapage du retard pris qui sera placé d'abord sous le contrôle de l'ingénieur d'Etat Marchand.

Ainsi dans cette façon de faire, on prend du retard puis on sort de la logique qui a présidé à cette situation, ceci le temps de rattraper le retard adaptatif !

La logique temporelle communautaire a pour principe : il faut prendre le temps nécessaire pour qu'un projet d'action à charge politique soit devenu un « problème technique ». Alors, après avoir attendu que l'action s'impose d'elle-même, certes le coût financier aura crû mais le coût politique – positif comme négatif- se sera réduit maximale. Il demeurera à opérer opportunistement, si ceci s'avère envisageable, un transfert de charges vers l'extérieur, vers l'Etat comme le faisait Chaban et comme tente de la faire Juppé, jouant des réseaux politiques et en argumentant de « bonnes raisons » d'être de la sorte soutenus !

**En quoi les choses sont-elles différentes depuis 1995,** c'est-à-dire depuis la formation d'une vision globale pour le devenir de l'agglomération correspondant à l'arrivée de Juppé à Bordeaux ? Est-ce que la « *path of dependency* » aura, encore, de bonnes opportunités pour se manifester, pour que les dimensions de continuité dans les façons de faire prévalent ? Plus précisément, pour que les conduites procrastinatrices dans l'action publique locale se perpétuent et que, dès lors, la perspective la plus heuristique pour comprendre et expliciter ce qui est observable actuellement, reste ce que notre syntagme d' « adaptation compromise » pose comme cause et comme effet.

Deux idées forces de ce qui est en fond de nos observations sur la moyenne durée de l'action communautaire peuvent être dégagées :

Les équipements de circulation fournissent la perspective nodale depuis une trentaine d'années aux actions communautaires mais demeurent un « problème » - « politique -- technique » -

L'action sur les Quais est la clé de voûte des aménagements présents dans lesquels la CUB se trouve engagée -dans des rôles divers- mais le fleuve demeure un « problème » -« historique – actualisé ».

**Trois sites - opérations d'observation** doivent permettre de nous interroger sur la variable temporelle comme l'horizon –bien français- de l'action communautaire dans l'agglomération bordelaise :

1- Du TCSP : du VAL au Tramway : « et le tramway fut »

2- Des ponts : celui qui se profile : « un pont, des rives »

3- Des 3 B de Bordeaux : « Bacalan, Bastide, Belcier » et l'effet « aménagement des quais » : Trois sites de friches urbaines, des sites rendus tels par les changements affectant le port fluvial et les équipements viaires liés au tgv

## **Conclusion**

Trois références de questionnement et une apparence de paradoxe :

Le tramway, qui donne sa raison pragmatique à toute une série d'actions communautaires d'accompagnement ou d'étayage, est-il « Le petit horloger » communautaire ? ou « Le réparateur de (la) montre » communautaire est-il « politique » : cf. A. Juppé et son attention aux retards prétendus aux opérations communautaires bordelaises vs la présidence d' A. Rousset ? En un mot : « L'heure » - de la CUB est-elle venue ?

Le titre de cette réflexion, « *Il n'est jamais trop tard* » - *Le temps de l'action communautaire*, pointe une réalité en apparence paradoxale. La CUB, dans la durée de son existence (quatre décennies), apparaît avoir été un dispositif gestionnaire à action lente. Le nouveau cours politico-administratif de l'action publique, pourrait-être une donne de cartes gagnantes pour cet acteur ayant l'expérience des conditions de l'intercompréhension dans la gouvernance territoriale.

MOMENT DE L'ANAMESE: VOUS AVEZ DIT ACTION ?

**La notion d' « action communautaire » est plus complexe qu'elle ne le semble à première vue.**

L'emploi du syntagme « l'action publique » tend depuis quelques années à remplacer celui de « politique publique » (cf. P. Duran, *Penser l'action publique*<sup>5</sup>). Cette notion est actuellement devenue dominante sa capacité heuristique apparaissant à la fois plus grande et sans doute permettre le passage d'une observation des acteurs présents dans des secteurs soumis à des traitements publics contextualiser.

A cet égard, on peut penser que la conceptualisation du modèle analytique substantiel (cf. Jobert, Muller, *L'état en action*<sup>6</sup>), en focalisant sur les référentiels, le référentiel sectoriel et celui « global » auquel les « médiateurs » et les décideurs doivent l'accorder afin d'adapter la formation sociale aux évolutions intervenant, est un signe précurseur du besoin d'explicitier ce

---

<sup>5</sup> P. Duran, *Penser l'action publique*, Paris, LGDJ, 1999

<sup>6</sup> B. Jobert, P. Muller, *L'état en action – Politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF, 1987

qui se passe en fond des démarches adaptatives qui sont fonctionnellement dans la perspective des actions publiques. La notion d'adaptation est un enjeu à la fois politique (entre les acteurs) et analytique (pour les observateurs) : adaptation à quoi et comment ? Qu'est-ce que « adapter » ? Rendre « cohérent avec » ? Prendre une « avance sur » ? L'avantage du modèle analytique substantiel est sans doute d'inciter à regarder « ce qui se passe » en amont et en aval de la décision publique, dans le champ social originaire et final de l'action en cause.

Nous le savons, auparavant, le modèle analytique - dit séquentiel - auquel est associé le nom de Jones<sup>7</sup>, différenciait un certain nombre de moments (découverte du problème, inscription sur l'agenda politique, examen des options, décision, mise en œuvre, évaluation) avait certes le mérite de mettre en évidence les écarts entre le pensé et le vécu en matière d'action politique ; par exemple, la belle linéarité des enchaînements logiques des moments est souvent loin de ce qui se passe dans la réalité quotidienne où semble prévaloir un pragmatisme et un opportunisme plus ou moins aléatoires qui se traduisent par des rationalisations a posteriori ou par des présentations rhétoriques de ce qui s'est passé et comment les actions ont été décidées et appliquées.

La proposition de P. Lascoumes et P. Le Galès de s'intéresser au « gouvernement par les instruments »<sup>8</sup> (voir dans ce rapport les considérations développées par S. Ségas à ce propos) est à voir comme un déplacement du regard analytique des fins aux moyens, le choix des moyens ayant des effets constitutifs importants. Il n'en demeure pas moins que la notion de « moyens » est, elle aussi, susceptible d'une extension de signification telle que ce qui se trouvera de la sorte désigné perdra de sa précision : la façon de dire autrement l'emportant sur le renouvellement effectif des énonciations autorisées.

Corrélativement ce que P. Lascoumes réfère à des politiques « procédurales » est bien sans doute un tel moyen d'action publique, mais une voie d'action publique dont le « choix » est moins associable à un calcul intéressé d'acteur qu'à la façon dont on peut concevoir dans un cadre institutionnel public décentralisé tel que celui que nous connaissons en France aujourd'hui<sup>9</sup> les modalités d'action publique. En l'espèce celles pour faire concourir à la composition d'actions une pluralité d'acteurs situés à de multiples niveaux d'organisation et pour permettre l'agrégation d'intérêts pouvant être exprimés sur une trame qui formate une orientation générale, floue mais partagée, et actualisant de proche en proche des conditions intégratives des apports particuliers. Notre préférence, pour qualifier cette logique tendancielle que chacun peut observer, du terme « processuel » est justifiée par le souci de pointer avant tout un *style* (et non une modalité) d'action publique.

La question commune à toutes ces approches analytiques est celle du temps de l'action publique : le temps contextuel, le temps factuel ou encore le temps actuel (au double sens du terme « actuel » : de « mise à jour » -*up to date*- et de l'inverse de « potentiel »), et associé à chaque focale, une dimension « fonctionnelle » ou « structurelle » ou « processuelle ».

**On peut dire que l'action publique est toujours à la fois** une anticipation de réception d'une intention « à propos de », une projection réparatrice de « besoins », une révision de ce qui était jusque là institué, une évaluation récursive des effets produits et des causes de ce qui advient. En un sens le programme POPSU est de ce point de vue un bon exemple de ce type de réflexivité publique appliqué au champ des villes.

Les enjeux temporels contextuels généraux dans l'explicitation de ce qui se passe sont importants (on ne fait pas dans les années post-décentralisation comme on le faisait avant), comme le sont sans doute les enjeux sémantiques et pragmatiques particuliers dans la

---

<sup>7</sup> Ch. O. Jones, *An introduction to the Study of Public Policy*, Belmont, Duxbury Press, 1970

<sup>8</sup> P. Lascoumes, P. Le Galès (dir.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Science Po, 2004

<sup>9</sup> C. Sorbets, *Le système français Etat – Société : Les lieux du développement : une France en mauvais Etat ?*, BGU, 2è-28 novembre 2006

« clarification des contrastes » d'une phase à une autre. Ainsi, l'observation analytique que nous avons réalisée de la Communauté urbaine de Bordeaux à divers moments de son histoire nous a permis par exemple de voir les lignes de tension relatives entre une orientation (d'administration) « de gestion » ou « de mission », comme à propos de l'absence ou de l'existence d'un ou de projet(s) d'ensemble. Les rapports entre « services » communautaires et étatiques ou entre « services » et « élus » eux ont été un temps rapportés à des rationalités (et des temporalités) différentes puis à des modalités (et des actualités) spécifiques.

Dans la perspective interprétative du *speech out* (« actes de langage ») de Austin<sup>10</sup> ou de Searle<sup>11</sup>, on devrait ainsi considérer une fonction performative dans ces façons d'accompagner les choses de la vie publique : une fonction phatique ; n'est-ce pas ainsi chercher à entretenir la communication localisée en lissant les éventuelles aspérités produites ?

En tout état de cause, la référence à l'action publique de préférence à celle de politique publique, incite à considérer les faces *policy* et *politics* ; par là à opérer une mise en contexte des actions décidées pour en comprendre les conditions de possibilité. Elle incite également à s'interroger sur le leadership politique, donc sur l'aspect *politicians* du politique : une action publique prend sens dans des configurations de dispositions individuelles, groupales et collectives déterminées. Elle nous oblige enfin à prendre en charge les différences de *polity* du fait, par exemple aujourd'hui, de la décentralisation, même si l'on considère, comme le font les juristes, que la décentralisation est « un état de l'Etat ».

Appliquée à la CUB, la référence à l'action publique doit nous amener à une observation fine, différenciant les contextes temporels, les époques et les états, de ce qui a été désigné comme un système politique d'agglomération<sup>12</sup>.

**Le principe mis en titre de cette étude** « Il n'est jamais trop tard pour faire », celui que nous identifions - de façon un peu cruelle ou un peu malicieuse, peut-être -, pouvoir rendre compte d'une attitude idéal-typique d'un rapport au temps symptomatique, dans la communauté urbaine est lui aussi à double niveau.

On peut toujours faire (faire quelque chose de particulier ou, au plan général, ne pas désespérer de l'avenir) ; on peut procrastiner sans doute avec constance et trouver des « bonnes raisons » pour faire de la sorte, voire pour affirmer le contraire (par exemple pour afficher une face de décideur volontaire alors même que l'on s'efforce avant tout de ne pas trancher mais bien composer entre des intérêts, ce que Max Weber<sup>13</sup> appelait la *sociation des intérêts* ; on peut aussi vouloir donner à voir publiquement un leader politique exprimant – *communalisant*, dans le langage wébérien - « sa » communauté rassemblée).

Notre formule principielle, en un premier sens - celui reconnu par Chaban à propos du choix, une action d'équipement retardée par rapport à d'autres sites urbains, du Val en matière de Tcsp -, est tout de prudence : il signifie une valorisation de « bonnes raisons » (R. Boudon<sup>14</sup>) de laisser à d'autres le soin d'essayer les (éventuels) plâtres de solutions innovantes, parfois « fragiles » au regard de leur application (Y. Stourdzé, Pour une poignée d'électrons<sup>15</sup>). L'aspect prudentiel de cette façon de laisser venir les choses n'est pas au demeurant que d'ordre « technique ». Il est aussi « politique » en ayant une charge machiavélique dès lors que la « bonne gestion » locale est associable à une capacité à découvrir hors du lieu, en

---

<sup>10</sup> J. Austin, *Quand dire c'est faire*, Paris, Seuil, 1991

<sup>11</sup> J. R. Searle, *Les actes de langage*, Paris, Hermann, 1972

<sup>12</sup> G. Savary, *Chaban, maire de Bordeaux, Anatomie d'une féodalité républicaine*, Paris, Aubéron, 1995

<sup>13</sup> M. Weber, *Economie et société*, Paris, Agora, 1995

<sup>14</sup> R. Boudon, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris Fayard, 1986

<sup>15</sup> Y. Stourdzé, *Pour une poignée d'électrons*, Paris, Fayard, 1987

premier dans les « bureaux parisiens » étatiques, par des jeux d'influence vérifiant l'« utilité » du leader dans ses habits de *broker*, exprimant la communauté d'élection.

En un second sens, le principe posé, par sa connotation laxiste, dit sans doute, plus manifestement, une leçon de l'expérience de la forme d'objet qu'est l'action communautaire, celle d'une nécessaire acceptation d'un temps long pour trouver un quasi consensus, une « intercompréhension » (J. Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*<sup>16</sup>) sur le faire et/ou sur comment le faire. Cette tonalité « laxiste », vue positivement, serait celle donnée par une orientation démocratique ou « polyarchique (R. Dahl, *Polyarchie*<sup>17</sup>), dans le *policymaking*. La difficulté provient au moins en partie de la prégnance d'une représentation typifiée par l'expérience séculaire de l'administration jacobine d'une « bonne » décision publique, celle du modèle « rationnel » en lequel le décideur fixe des objectifs et les moyens pour les atteindre. L'autre modèle associé à la tradition anglo-saxonne, le modèle « incremental » pointe la concertation des divers intérêts comme modalité normale de délimitation des fins comme de celle des moyens requis. On sait que dans la réalité effective du « système politico-administratif français » (P. Grémion, *Le système périphérique*<sup>18</sup>) les pratiques discrètes d'entente pour satisfaire les intérêts particuliers ont été une modalité importante de l'Etat jacobin : par le cumul des mandats support de la « ruse des élus » (M. Agulhon<sup>19</sup>) ; par la « complicité du préfet et des notables » (J-P Worms<sup>20</sup>).

La temporalité qui est l'entrée perspectiviste de notre réflexion est une façon singulière de comprendre le rapport communautaire à la territorialité ; en premier lieu, d'indiquer combien procrastination et étalement urbain ont partie liée.

Une signification évolutive des actions entreprises au fur et à mesure que le contexte change et avec lui le cadre d'expérience et la base d'interprétation qui se modifie

Un révélateur critique des difficultés voire les crises sectorielles et localisées qui suivent les prises de retard de chaque action et sa coordination avec d'autres actions entreprises et pensées pouvoir s'étayer par coordination réciproquement.

Dans toutes les villes et agglomérations, il faut bien sûr du temps que l'on pourrait dire « normal » pour s'entendre sur ce qui a à être fait et sur comment le faire, mais la question récurrente demeure toutefois sur ce qui pourrait être vu comme localement excessivement long pour prendre forme, ce qui est le cas au sein de la Communauté urbaine de Bordeaux, que l'on en cherche les raisons dans la CUB-Institution ou dans la CUB-Société : dans un mode de fonctionnement communautaire impliquant les « élus » et/ou les « services » ; ou dans une société civile locale dont les modalités d'organisation reflètent des déficits de « groupes sociaux moteurs » à même d'être à l'origine ou en soutien d'un « projet de ville » cohérent et d'ensemble.

**Notre propos réflexif vise à pointer certes des logiques à l'œuvre dans la Communauté – Institution et/ ou dans la Communauté – Société, mais en premier lieu à expliciter, à « clarifier par contraste » des états phénoménaux à quarante années d'écart : en 1966-68 et aujourd'hui. On pourrait de manière un peu provocante poser les termes d'un dilemme communautaire :**

« son » monde est-il définitivement contrariant ?

« son » adaptation est-elle toujours compromise ?

---

<sup>16</sup> J. Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1997

<sup>17</sup> R. Dahl, *Polyarchy*, New Haven, Yale University Press, 1971

<sup>18</sup> P. Grémion, *Le système périphérique – Bureaucrates et notables dans le système politique français*, Paris, Fayard, 1997

<sup>19</sup> M. Agulhon, « Municipalités et luttes politiques », *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, 1976

<sup>20</sup> J-P. Worms, « Le préfet et ses notables », *Sociologie du travail*, 1966\$

Notre intention est aujourd'hui de lister une série de points dont il conviendra dans le rapport terminal de proposer des développements analytiques étayés par les observations de terrain.

Le temps nécessaire (pour trouver l'état d'acceptabilité des actions) :

- les rapports « Politique – Technique » : la neutralisation politique (des effets), le coût financier d'une telle option, le clientélisme généralisé qui en est l'outil « choisi »
- les rapports « Institution – Société » : la décision « avec » (l'accord préalable maximal), l'exemple du Plan de circulation des années 1970-80 (Gertrude, les couloirs de bus, l'influence des groupes de pression des commerçants), les opérations structurantes complexes et les situations de marchandage (Mériadecq, Le Lac, les grandes surfaces commerciales, les parkings en chaîne), les équipements organisant les déplacements (les TCSP, du VAL au tramway et les dispositifs de bus)

Le temps des déboires (pour refaire après coup du lien « quand même ») :

- Après l'arrivée à terme (ou à un terme) de réalisation d'opérations qui ont subi des logiques compromissaires
- Les étayages transitoires des états de fait : Le Lac et Mériadecq (chaque opération en elle-même et en interaction avec l'autre)

L'état décentralisé sans recours (pour réparer ce qui a été mal fabriqué localement) :

- La logique de l'appel à la solidarité nationale (au terme des dégradations laissées advenir)
- « tenir l'agenda » : le grand projet de ville (gpv), les trois lignes de tramway

Un pas de dépendance (qui donne une cohérence dans la durée à défaut de celle escomptée dans l'espace) :

- Les trois B en question(s) : Bacalan, Bastide, Belcier, la future gare tgv et les décisions adjacentes qui « ne réussissent pas à être prises »
- Le temps incertain de la patrimonialisation de l'habitat ou de la naturalisation du monde (tel qu'il va, ou tel qu'il est) : Les échoppes cf. les échanges experts sur leur devenir entre patrimonialisation d'un type d'habitat et l'adaptation concertée aux attentes des populations en matière d'habitat)

## **Conclusion**

Deux indicateurs et révélateurs critiques :

Le PLU et la « densification » de la Communauté – Société : l'intention de fond de densification apparaît être une référence volontariste (ce qui peut répéter, à un autre niveau, la priorité donnée dans le SDAU des années 1980 au « quadrant Nord-Ouest » de l'agglomération comme axe du futur développement urbain).

La CUB et la « rationalisation » de l'action communautaire : la rationalisation de l'action est-elle a priori ou demeure-t-elle largement a posteriori ? Par exemple, la polycentralité communautaire est-elle un habillage de ce qui s'impose selon le principe « feignons de commander à ce qui nous dépasse » ? Ou est-ce l'indice d'une recomposition des états et formes urbaines spatialisées (diversification reconstitutive de zones « régionales » intra-communautaires du type « rive droite ») ?



